



HAL
open science

Les effets paradoxaux de la patrimonialisation des mémoires des migrations : le cas de la Petite Espagne à la Plaine Saint-Denis en France

Evelyne Ribert

► **To cite this version:**

Evelyne Ribert. Les effets paradoxaux de la patrimonialisation des mémoires des migrations : le cas de la Petite Espagne à la Plaine Saint-Denis en France. *Scritture Migranti*, 2017, 11 (“Migrazioni e memoria. Pratiche artistiche museificazione, resistenza”), pp.87-102. hal-03946020

HAL Id: hal-03946020

<https://hal.science/hal-03946020>

Submitted on 8 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

« Les effets paradoxaux de la patrimonialisation des mémoires des migrations : le cas de la *Petite Espagne* à la Plaine Saint-Denis en France »

Scritture Migranti, 2017, 11 (“Migrazioni e memoria. Pratiche artistiche museificazione, resistenza”), pp.87-102.

Evelyne Ribert

(IIAC, CNRS-EHESS, Paris)

L'intérêt pour l'histoire et les mémoires des migrations s'est développé dans différents pays à partir des années 1970/1980. Plusieurs facteurs ont concouru à cet engouement: la prolifération mémorielle actuelle et la patrimonialisation à tout va qui l'accompagne (Ribert 2012) ; le mouvement d'*ethnic revival* ou «renaissance ethnique» (Green 2004, 45) aux Etats-Unis et ailleurs qui se traduit par la valorisation, par divers groupes, d'un héritage et d'origines propres ; le développement d'un tourisme des racines et les intérêts économiques qu'il génère (Legrand 2006; 2008); la mise en avant du passé par des groupes porteurs de revendications sociales, économiques et politiques pour expliquer et dénoncer des stigmatisations et discriminations persistantes à leur égard (Baur 2008, 17) ; le tournant historiographique vers l'histoire sociale et l'intérêt croissant des institutions patrimoniales et muséales pour les cultures populaires et les questions de société (Clavairolle 2014) ; enfin le désir de certains acteurs de lutter, au sein des États, contre la segmentation de la population entre groupes ethniques ou entre populations installées depuis longtemps sur le territoire et migrants plus récents. Les initiatives en faveur du patrimoine des migrations, parmi lesquelles les créations de musée, ont aussi fait l'objet de préconisations de la part des institutions internationales comme l'Unesco qui y voient un moyen de favoriser la pleine acceptation des migrants et de leurs descendants par les nationaux.

En France, l'intérêt pour l'histoire et les mémoires des migrations est concomitant avec l'émergence des débats autour des enfants d'immigrés, la *deuxième génération* — alors qu'ils se restreignaient auparavant à l'immigration elle-même — et avec l'implantation durable du Front National dans le paysage politique. Investie par des historiens au début des années 1980 (Noiriel 1988), cette thématique est devenue l'objet du travail d'associations

comme Génériques et, au cours de la même décennie, est également apparue dans les musées. Elle a connu un fort développement dans les années 1990, avec les programmes de rénovation urbaine menés dans le cadre de la politique de la ville et souvent accompagnés d'actions mémorielles visant à *recueillir* la mémoire des habitants des logements promis à la démolition. Au tournant du siècle émergent aussi des revendications mémorielles, avec la création en octobre 1999 du Comité Marche 98, «dont l'objectif est de réhabiliter, honorer et défendre la mémoire des victimes de la traite négrière et de l'esclavage des ex-colonies françaises»¹ ou celle des « Indigènes de la République» ou du Conseil représentatif des associations noires de France (CRAN) en 2005, auxquelles font suite diverses lois mémorielles (Michel 2015): loi du 29 janvier 2001 sur le génocide arménien, loi Taubira du 21 mai 2001 sur la traite négrière², et la très controversée loi du 23 février 2005³. Enfin, 17 ans après le lancement du projet et après que de nombreux obstacles ont été surmontés, a ouvert en 2007 la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration, devenue Musée national de l'Histoire de l'Immigration, au Palais de la Porte Dorée, à Paris (Cohen 2007 ; Gruson 2017).

Ces différentes initiatives en faveur des mémoires et du patrimoine des migrations, aux origines, à la genèse et aux motivations diverses, sont sous-tendues par la croyance qu'elles favoriseraient la reconnaissance et l'acceptation des migrants et de leurs descendants « en faisant connaître l'histoire de la migration, en en [soulignant les] apports, [...] et en montrant aux intéressés que leur histoire et leur contribution au développement économique et culturel du pays sont reconnues» (Ribert 2011, 75). Mais quels sont les effets de ces initiatives? Quelles représentations véhiculent-elles? Favorisent-elles véritablement la reconnaissance et l'acceptation des migrants? J'esquisserai quelques éléments de réponse à partir d'un exemple concret : celui de différentes initiatives mémorielles prises dans le quartier dit de la *Petite Espagne* à la Plaine Saint-Denis, en banlieue parisienne. Après avoir présenté brièvement l'histoire du quartier et les différentes actions mémorielles et patrimoniales engagée, trois effets paradoxaux seront pointés.

¹ <http://cm98.fr/lassociation-memorielle/> consulté le 10 septembre 2018.

² Loi Taubira du 21 mai 2001 qui reconnaît la traite négrière comme crime contre l'humanité et stipule que les manuels scolaires doivent y accorder une certaine place.

³ Loi du 23 février 2005 « portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés ». L'alinéa 2 de l'article 4, qui évoque le « rôle positif de la présence française outre-mer », a provoqué un tollé et sera finalement abrogé.

Initiatives mémorielles et patrimoniales dans le quartier dit de la *Petite Espagne*

Dans le quartier *Cristino-Garcia-Landy*, aussi appelé *la Petite Espagne*, « délimité par l'avenue du Président Wilson à l'ouest, le canal de Saint-Denis à l'est, la rue de la Justice [rebaptisée Cristino Garcia] au nord et la rue du Landy au sud» (Lillo 2004, 30), à cheval sur les communes de Saint-Denis et d'Aubervilliers, se sont installés, à partir du début du 20^e siècle, des Espagnols, qui travaillaient dans les usines métallurgiques et chimiques situées à proximité⁴. L'immigration est devenue plus importante après 1918, certaines rues concentrant dans l'entre-deux-guerres une forte proportion d'Espagnols (Lillo 2004, 37) logeant dans des baraques qu'ils avaient eux-mêmes bâties ou dans de petits immeubles collectifs. En 1922 a été construit, à l'initiative d'un Père envoyé par le roi d'Espagne, Alphonse XIII, un patronage afin de venir en aide, sur les plans à la fois matériel et spirituel, aux Espagnols, dont les conditions de vie dans le quartier étaient mauvaises (Lillo 2007). S'y déroulaient des cérémonies religieuses, mais aussi des spectacles dans la salle de théâtre et des activités sportives. Pendant la Guerre d'Espagne, les prêtres du patronage soutinrent les franquistes (Lillo 2004, 101) alors que le quartier se montra majoritairement favorable à la République et qu'un certain nombre de jeunes gens s'engagèrent ensuite, en France, dans la lutte antifasciste. Après 1945, de nombreux exilés espagnols s'installèrent dans la *Petite Espagne*. Le patronage connut une certaine désaffection, avant qu'une nouvelle vague de migrants économiques espagnols n'arrivent à partir de 1955 et ne vivent dans des conditions de vie toujours difficiles, notamment dans le bidonville du Cornillon. À partir de cette période s'établirent également dans le quartier des Portugais et des Algériens. Dans les années 1970, les Espagnols quittèrent peu à peu la *Petite Espagne* pour des logements plus confortables et le bidonville du Cornillon fut résorbé (Lillo 2004, 144). S'installer ailleurs était un signe d'ascension sociale. Les prêtres désertèrent à leur tour le patronage en 1975, qui devint alors le siège d'une association sportive et culturelle espagnole. Parallèlement arrivèrent dans le quartier de nouveaux migrants : des Cap-Verdiens, des Sri-Lankais, des Bengalais et des Maliens (Bellavoine e Rousselot 2008) (Lillo 2008, 51). Situé à côté du Stade

⁴ Toute cette partie se fonde sur le travail de doctorat de Natacha Lillo (2001) et les différentes publications qui en ont été tirées.

de France, le quartier fit l'objet, à partir du milieu des années 1990, d'une large rénovation. Les vieilles maisons espagnoles, à l'architecture spécifique, devenues insalubres, furent démolies, pour être remplacées par de petits immeubles et maisons flambant neuf comprenant des logements sociaux, du locatif intermédiaire et de l'accession à la propriété, afin de favoriser la *mixité sociale*. Cette rénovation entraîna une transformation de la population du quartier, attirant des familles plus aisées et en obligeant d'autres à partir. Au sein du patronage, régulièrement menacé de démolition, s'installèrent au début des années 2000 aux côtés de l'association, les quatre fédérations d'associations espagnoles existant en France, et un centre social pour personnes âgées espagnoles, drainant des habitants de toute l'Île de France, fut créé en 2004. La chapelle devint une grande salle accueillant des spectacles et des bals tandis que des cours de flamenco et de guitare étaient assurés dans les locaux.

Différentes actions valorisant les mémoires des migrations espagnoles, du patronage et du quartier ont été mises en œuvre d'un côté par la FACEEF, Fédération des associations et centres d'émigrés espagnols en France, alors la plus importante des fédérations d'associations espagnoles en France, de l'autre par les pouvoirs publics locaux. Après des initiatives visant à sauvegarder la mémoire des républicains espagnols dans les années 1990 (partenariat avec une fondation espagnole pour y déposer des archives associatives, organisation de colloques, commandes de travaux, d'entretiens filmés et de films), la FACEEF, installée à partir des années 2000 dans le patronage, s'est employée à construire ce lieu comme un lieu de mémoire de l'immigration espagnole et à le patrimonialiser, afin d'en écarter tout risque de destruction. Des visites du patronage et du quartier ont ainsi été organisées, généralement commentées par des historiens, notamment lors des Journées du Patrimoine, à destination de publics divers, enseignants, scolaires ou grand public dans le cadre de balades urbaines. Des conférences y ont aussi régulièrement été tenues sur l'histoire du quartier et des films projetés, parmi lesquels des documentaires commandés par la FACEEF et portant sur les lieux et le mouvement associatifs espagnols en France, notamment sur ce patronage dyonisien, afin de les faire exister comme lieux de mémoire et patrimoine. Parallèlement, plusieurs journées d'étude mêlant chercheurs, universitaires et acteurs associatifs ont été organisées par la FACEEF dans les locaux du patronage sur le thème des mémoires et patrimoines des migrations. Enfin, en octobre 2007, a été présentée dans l'ancienne salle de théâtre l'exposition *Portraits de migrations, un siècle d'immigration*

espagnole en France, première exposition hors les murs de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration.

Parallèlement, des actions davantage centrées sur les mémoires de l'engagement politique espagnol et du quartier virent le jour au niveau municipal. Ainsi, à la faveur de la rénovation urbaine, les noms de deux jeunes espagnols du quartier, l'un résistant, l'autre combattant antifranquiste furent attribués, sur le territoire de Saint-Denis, à de nouvelles rues. Une grande plaque en hommage aux résistants espagnols fut également érigée en 2005 dans un nouveau square non loin du patronage. Puis des actions furent mises en œuvre de septembre 2008 à septembre 2009 par la maison de quartier d'Aubervilliers, en lien avec celle de Saint-Denis, pour recueillir et préserver la mémoire de ce territoire avant qu'il ne soit complètement transformé par la rénovation urbaine. De la documentation (photos anciennes, dessins) fut collectée auprès des associations et des habitants, des témoignages recueillis auprès de différentes strates de population, des ateliers d'arts plastiques et d'écriture organisés, à partir desquels fut élaboré un livre (*Visage(s) de quartier, histoire(s) de vie*, 2009). Toute cette matière fut transmise à un artiste chargé de proposer deux maquettes pour la réalisation d'une grande fresque sur l'histoire et la mémoire du quartier. Le choix de la fresque revint aux habitants, consultés par vote sur ces deux projets, lors d'une fête de quartier. La fresque fut réalisée pendant l'été 2009 par l'artiste, ses assistants et les habitants du quartier, grands et petits, sur le mur du patronage espagnol situé dans la rue faisant la jonction entre les communes de St-Denis et d'Aubervilliers, tandis que des animations étaient organisées parallèlement au pied de la fresque en train d'être peinte.

De nombreuses initiatives ont donc été conduites dans ce quartier. Quels en sont les effets ? Permettent-elles une véritable reconnaissance des migrants ?

Entre renvoi à l'altérité et célébration de l'intégration locale

Le premier effet paradoxal de certaines de ces initiatives est la diffusion de représentations implicites renvoyant les migrants et leurs descendants à l'altérité (Baussant et al. 2017) ou, au contraire, les assimilant à la population locale, célébrant leur ancrage local (Bertheleu 2014) et estompant toute différence (Barbe e Nottengem 2012).

Ainsi, l'exposition *Portraits de migrations, un siècle d'immigration espagnole en France*, consacrée exclusivement aux migrants espagnols, présentée d'abord en Espagne en 2005, dans le but de « montrer et rappeler aux Espagnols leur passé récent de citoyens d'un pays de migration, de sorte à poser un regard expérimenté sur la situation migratoire actuelle de l'Espagne » (Jimenez et Bouziri 2007, 7), a pour effet, présentée en France, de dissocier les migrants espagnols à la fois des autres migrants et des Français. Cet effet est renforcé par son lieu d'exposition, ce patronage espagnol situé dans un quartier perçu comme anciennement espagnol, et non au sein de la Cité Nationale d'Histoire de l'Immigration (CNHI) avec les autres mouvements migratoires. Même si la CNHI, en étant spécifiquement dédiée aux migrations, sépare les migrants du reste de la population et les renvoie ainsi à une altérité (Falaize et al. 2008), partageant cet écueil commun à l'ensemble des musées exclusivement consacrés aux migrations (Macdonald 2008, 57) ou à une *communauté* particulière. En outre, une partie des activités organisées au sein de ce patronage étant réservée aux Espagnols, comme l'accès au centre social pour personnes âgées ou même au bar, les habitants du quartier, dont beaucoup sont issus de migrations plus récentes, n'ont pas pris l'habitude d'entrer dans ce vaste espace ceint d'un haut mur. À l'exception de certains scolaires venus avec leur classe, ils n'ont donc pas vu l'exposition.

A contrario, d'autres actions présentées comme sauvegardant la mémoire migratoire du quartier, notamment espagnole, gommant toute spécificité des migrants, incorporant leur histoire dans la mémoire municipale officielle et célébrant l'ancrage local. Ainsi en va-t-il par exemple de l'hommage rendu aux résistants et combattants anti-franquistes espagnols à travers la plaque apposée dans le square ou les noms de rue. Loin de la mention d'une quelconque spécificité, on assiste ici à l'incorporation de « la "figure" de l'immigré espagnol engagé politiquement [...] dans] le "mythe" fondateur et intégrateur de la classe ouvrière dionysienne » (Bacqué et Fol 1997, 36). Comme le dit Natacha Lillo, « grands experts dans la mise en scène d'hommages aux résistants français fusillés ou déportés, qui visaient à ressouder la communauté nationale autour du culte de leurs "martyrs", les communistes ont su ici jouer intelligemment de la particularité de la Plaine Saint-Denis [...] en réussissant à associer sa nombreuse population d'origine espagnole à la mythologie de la résistance [...] » (2004, 113).

Les choix en matière de rénovation urbaine, censés avoir été dictés en partie par le souci de préserver la mémoire de l'immigration espagnole, laissent aussi en réalité peu de

place à cette mémoire, réduite au seul maintien de courées, d'autant que la municipalité avait initialement prévu de démolir le patronage. Il a ainsi été décidé de détruire toutes les anciennes constructions, perçues comme insalubres, et, pour « garder la mémoire » (*Visage(s) de quartier, histoire(s) de vie 2009*, 54) de bâtir, outre des petits immeubles, des maisons dans le style de celles autrefois construites par les Espagnols, préservant « le principe des maisons espagnoles avec des courées » (ivi, 53). La volonté de la municipalité de construire du neuf a primé. L'idée n'a pas été retenue de rénover certaines des anciennes constructions. Alors qu'elles auraient pu apparaître comme un *patrimoine de l'immigration*, dont la conservation était défendue pour cette raison par le service du patrimoine culturel du conseil général, isolé sur cette question, elles n'ont été perçues comme telles, ni par la mairie, ni par les habitants, ni par la FACEEF, personne ne s'étant battu pour leur maintien, la mobilisation de la FACEEF ayant exclusivement concerné le patronage. Pareille situation est fréquente : les traces architecturales liées à l'immigration sont généralement non monumentales, peu valorisées, fréquemment en mauvais état, non reconnues institutionnellement et finalement détruites, conduisant à l'effacement des lieux d'histoire et/ou de mémoire des migrations (Barbe et Chauliac 2014).

Enfin, alors que l'interrogation portait en partie sur les trajectoires migratoires ayant conduit à l'installation dans le quartier, les éléments recueillis dans le cadre de la collecte des mémoires du quartier, en vue de la réalisation du livre et de la fresque, évoquent davantage la vie passée et présente dans ce petit triangle de la Plaine Saint-Denis, les lieux de travail, le militantisme, la sociabilité, les fêtes et animations, les commerces, ainsi que les attentes de la population en matière d'aménagement que les parcours migratoires en eux-mêmes. Ces aspects ont été privilégiés à la fois par les habitants dans leurs témoignages et par les organisateurs dans la restitution qui en a été faite dans le livre publié. Cette propension à mettre en avant l'ancrage local, à célébrer l'intégration, plutôt qu'à retracer des trajectoires migratoires et à faire état des difficultés rencontrées, se retrouve souvent dans les initiatives menées en France au niveau local (Bertheleu 2014), comme au niveau national, où tout discours soulignant l'histoire particulière d'un groupe est accueilli avec méfiance, la crainte du communautarisme étant toujours présente. La préférence est généralement donnée, comme au Musée National de l'Histoire de l'Immigration, au récit de l'intégration réussie dans le creuset français des vagues migratoires successives (Wahnich 2017).

Des distorsions mémorielles

Le deuxième effet paradoxal est l'absence de véritable reconnaissance des mémoires des migrants transformées par la mise en récits publics. Si l'on s'attache au détail des éléments mémoriels mis en valeur, que ce soit dans l'exposition présentée au sein du patronage, dans les films commandés par la FACEEF, dans le livre évoquant l'histoire du quartier ou dans les motifs de la fresque, on constate un ensemble de distorsions.

Au niveau associatif, de la FACEEF, celles-ci résultent pour une part de la nécessité, à partir des diverses mémoires individuelles, forcément hétérogènes, de forger une mémoire collective et de la difficulté d'y parvenir. Pour y arriver, la FACEEF, dans ses différentes productions, passe sous silence les aspects problématiques ou potentiellement conflictuels comme la question des appartenances régionales et le soutien apporté par les prêtres du patronage au régime franquiste. Quant à la vie en bidonvilles, période douloureuse pour nombre d'intéressés, elle est à peine évoquée. Généralement, le récit proposé se fonde sur le plus petit commun dénominateur et fait la part belle aux éléments positifs et aux dénouements heureux (Baussant et al. 2009). Parallèlement, la FACEEF, qui comprenait une majorité d'associations d'immigrés dit économiques, mais aussi quelques associations liées à l'exil, a pris le parti de toujours mêler, dans chacune de ses actions, ces deux histoires et ces deux mémoires, en les juxtaposant ou en mettant en exergue leurs points de rencontre. Il en résulte un propos relativement succinct sur chacune de ces vagues migratoires ou tellement général qu'il peut en devenir flou, comme dans l'exposition, conçue par un syndicat catalan avec l'aide de la FACEEF, dans laquelle rien n'indiquait aux visiteurs, en dehors de la partie consacrée à l'exil des Républicains, à quelles situations historiques correspondaient les différentes expériences évoquées (*Le voyage, L'arrivée, Les conditions de vie et de travail, La participation aux luttes syndicales et retour/permanence*), avec un effet double sur le public : une appropriation de certains contenus sortis de leur contexte et projetés dans une histoire familiale personnelle très différente ou au contraire, une déception liée à une mention perçue comme insuffisante de sa propre histoire.

Au niveau municipal, les actions entreprises ne mettent pas également en valeur les mémoires des diverses migrations. Si dans le livre, la population venue du Mali occupe, aux côtés des immigrés espagnols, une place importante, il n'y a en revanche presque pas trace

des mémoires des migrants cap-verdiens, chinois ou rom. La fresque comporte quant à elle une référence explicite à la population espagnole, avec une danseuse de flamenco mais aucune aux autres immigrations. D'autres personnages figurent, parmi lesquels une femme et un jeune portant une casquette et jouant au ballon, dont on peut se demander s'il est censé représenter la jeunesse issue des diverses migrations. La tendance, dans les initiatives mémorielles, en France, à valoriser les migrations anciennes, européennes, qui ont connu une forte ascension sociale et se trouvent ainsi érigées en modèle d'intégration, est fréquente. Ce processus se produit au détriment des populations arrivées plus récemment, extra-européennes, soupçonnées de rencontrer plus de difficultés d'intégration.

Si la maquette de la fresque a été réalisée à partir des travaux des historiens et des différents matériaux collectés auprès des habitants (écrits, photos), elle traduit la subjectivité et les choix de l'artiste, quand bien même les résidents ont eu à trancher entre deux projets. Elle ne correspond donc pas nécessairement à leurs désirs : à la façon dont ils auraient souhaité représenter l'histoire du quartier. Certains par exemple regrettent que n'apparaissent pas le poing levé des Républicains espagnols ni, plus largement, l'engagement politique dans le quartier à une certaine époque ; d'autres déplorent que les lieux réels ne figurent pas au profit d'une représentation générique de l'usine et de la mairie. En outre, dans ces formes institutionnelles de patrimonialisation des mémoires des migrations interviennent aussi les objectifs et les attentes des pouvoirs publics, variables suivant les instances concernées. Ici, par exemple, les buts poursuivis par la maison de quartier, instigatrice du projet, et les deux mairies de Saint-Denis et d'Aubervilliers, divergeaient vraisemblablement en partie. Dès lors, les initiatives adoptées et le contenu mémoriel mis en avant sont le fruit d'un compromis, auquel peuvent s'ajouter des formes d'autocensure en fonction de ce que les instigateurs imaginent être le souhait du maire.

Les différentes actions mémorielles menées dans le quartier de la Petite Espagne constituent un exemple des transformations fréquentes opérées par la mise en récit public des mémoires des migrations : d'un côté, la valorisation d'une mémoire positive, de l'autre, la minoration des difficultés rencontrées, des conflits et des luttes menées, autrement dit du « patrimoine négatif » (Wahnich 2011, 47). L'image généralement donnée du migrant par les pouvoirs publics locaux, les institutions patrimoniales et les associations, conformément aux souhaits des intéressés eux-mêmes, est celle d'individus parvenus à s'intégrer en surmontant les obstacles (Baussant 2000). Les migrants n'ont souvent pas envie de se

remémorer ou de faire état des moments pénibles, par exemple des conditions de vie éprouvantes dans des lieux stigmatisés comme les bidonvilles, les foyers, etc. Leur histoire, peu reconnue par leurs pays d'émigration et d'immigration peut également leur apparaître illégitime, ou ordinaire, ne nécessitant aucune narration publique. L'ensemble de ces distorsions, d'origines diverses, qui conduisent à lisser les trajectoires spécifiques des différentes vagues migratoires, ne peuvent qu'amener à s'interroger sur les représentations finalement véhiculées par toutes ces initiatives (Boubeker 2007 ; Barbe et Chauliac 2014 ; Bertheleu 2014 ; Macdonald 2008), dont on peut douter qu'elles parviennent à faire connaître l'histoire des migrations et à conférer une véritable reconnaissance aux migrants et à leurs enfants.

Une incidence réduite

Comme on l'a dit, nombre des actions visant à valoriser ou à patrimonialiser les mémoires des migrations sont sous-tendues par la croyance en leur supposée efficacité sur la mémoire collective, conduisant à une transformation des représentations sur l'immigration et à une meilleure intégration des migrants et de leurs descendants. Ces initiatives sont censées renforcer la cohésion sociale. Pour déterminer si elles ont réellement cet effet, il convient d'étudier le public de ces manifestations, les raisons de sa venue et la perception qu'il en a.

En ce qui concerne l'exposition, gratuite, *Portraits de migrations, un siècle d'immigration espagnole en France*, l'enquête réalisée auprès des visiteurs (Ribert 2017) montre que ceux-ci se composent de trois catégories de personnes : les retraités espagnols et leurs familles qui fréquentent le centre social installé dans l'enceinte du patronage et qui, sur place, sont venus voir l'exposition ; des migrants espagnols et leurs descendants qui ont fait le déplacement exprès ; enfin des professionnels (enseignants, membres du conseil général, documentaristes) intéressés par cette initiative dans le cadre de leur travail. S'y ajoutent également des visites organisées avec des scolaires. À l'exception des professionnels, des scolaires et des conjoints ou amis accompagnant leurs proches, tous les visiteurs avaient donc un lien familial avec l'immigration espagnole. Certains étaient en quête de leur histoire, d'autres espéraient simplement retrouver des éléments la leur rappelant. L'exposition, vue principalement par des descendants de migrants espagnols et

des professionnels, a donc peu de chances de transformer les représentations du grand public sur les migrations. Un constat analogue a été dressé pour différentes expositions temporaires portant sur des migrations particulières ou sur les réfugiés (Baussant 2000 ; Tievant 1999). En outre, quand bien même des personnes non concernées par les faits décrits s’y rendraient, les enquêtes menées sur les expositions historiques montrent que le contenu en est toujours lu au prisme des références et des socialisations antérieures (Antichan et Teboul, 2015). Il est également difficile de déterminer si cette valorisation du passé migratoire et des mémoires qui l’accompagnent favorise la transmission intergénérationnelle de l’histoire familiale, généralement présentée comme assez limitée, en provoquant une remémoration, en légitimant ce vécu et en suggérant des cadres narratifs ou si, au contraire, le récit public proposé vient faire obstacle à une narration privée en s’y substituant.

En ce qui concerne les initiatives mises en œuvre au niveau du quartier, la réalisation du livre et de la fresque, qui avaient aussi pour but, outre la visée mémorielle, de favoriser l’interconnaissance et le dialogue entre les habitants, notamment de générations différentes, et de renforcer la cohésion sociale, le bilan est également mitigé. Les participants se limitaient pour l’essentiel aux personnes généralement impliquées dans le quartier : militants et responsables associatifs, membres des différentes associations, habitants fréquentant régulièrement la maison et le conseil de quartier, autrement dit un petit groupe déjà mobilisé, auquel il faut ajouter les enfants, très présents pendant l’été pour peindre. La formule consistant à financer le permis de conduire à des jeunes travaillant sur le chantier a également bien fonctionné. Quelques nouveaux habitants du quartier, que les organisateurs espéraient attirer, ont aussi participé mais ils sont restés très peu nombreux. L’initiative n’a en revanche pas permis de mobiliser les jeunes en train de discuter tous les soirs 50 mètres plus loin dont les responsables de la maison de quartier auraient pourtant bien aimé qu’ils participent. La portée de ce genre d’actions, dans la mesure où elles attirent un public restreint, en général déjà très impliqué, est limitée. Pour autant, la réalisation de la fresque, à côté de laquelle figurent les noms de tous les contributeurs, mineurs ou majeurs, a été appréciée des enfants et des familles qui y ont participé. L’initiative a été très positivement accueillie dans le quartier, la meilleure preuve en étant que, huit ans plus tard et alors qu’elle n’est protégée que par un simple grillage, la fresque n’a été ni endommagée ni taguée. Peut-être les habitants ont-ils été sensibles, outre

à l'animation proposée, à l'attention accordée à leurs mémoires et à leur valorisation, à travers la fresque et le livre, même si la restitution qui en a été faite n'est que partielle et à certains égards infidèle?

Il est néanmoins impossible de déterminer quels effets ces réalisations ont pu exercer sur un éventuel sentiment de reconnaissance. En ce qui concerne l'exposition sur un siècle d'immigration espagnole, l'enquête réalisée auprès des visiteurs montre que la thématique de la reconnaissance n'émerge jamais spontanément dans les discours. Interrogé explicitement sur ce plan, le public issu du centre social, majoritairement composé de migrants arrivés dans les années 1950 et 1960, interprète la tenue de cette exposition dans l'enceinte du patronage comme une reconnaissance du patronage, et plus généralement du quartier, en tant que lieu de mémoire de l'immigration espagnole en France alors que les descendants d'exilés, qui ne connaissaient souvent pas la *Petite Espagne* avant cette visite, auraient souhaité un lieu plus prestigieux et central pour cette exposition, de nature à permettre une reconnaissance nationale de leur histoire (Ribert 2017). Hélène Bertheleu, qui a étudié différentes actions de valorisation des mémoires des migrations dans la région Centre, souligne que les effets en sont incertains mais que les migrants et leurs descendants se sentent parfois davantage reconnus grâce à elles, en raison de la visibilité qu'elles leur confèrent et de la mise en exergue des apports positifs de leur présence, qui rend celle-ci légitime (Bertheleu 2017).

Conclusion

Alors que le recueil et la valorisation des mémoires des migrations, ainsi que leur éventuelle patrimonialisation, sont généralement motivés par le souhait de renforcer la cohésion sociale en favorisant l'acceptation des migrants et de leurs descendants, à travers une meilleure connaissance de leur histoire et de leur apport, l'étude de l'incidence de ces initiatives montre que les effets peuvent en être paradoxaux. Ces actions ne conduisent pas nécessairement à la reconnaissance des migrants ni à leur meilleure acceptation, à la fois parce que les mémoires mises en valeur sont partielles, ne présentant que certaines trajectoires et davantage centrées sur l'ancrage local, quand elles ne renvoient pas les migrants à l'altérité et parce que le public en est restreint, souvent limité aux *concernés*, aux *déjà impliqués* ou aux *convaincus*. On ne peut donc qu'être dubitatif sur la portée de ces

initiatives, *a fortiori* face à la multiplication des discours, politiques et médiatiques, stigmatisants ou alarmistes, sur les migrations passées et présentes.

Si l'on compare avec d'autres initiatives décrites dans ce numéro de revue, on peut se demander si l'efficacité de ce type d'actions ne dépend pas des migrations dont la mémoire est valorisée et patrimonialisée. Ici, à l'exception du livre, l'accent est mis principalement sur les migrations espagnoles, vieilles d'au moins un demi-siècle et européennes. Alors que le devoir de mémoire est sans cesse mis en avant dans nos sociétés, que le passé est présenté comme source d'enseignements censés éclairer le présent et guider l'action, l'analogie ne semble pas être faite avec les migrations contemporaines, présentes dans le quartier, cap-verdiennes, chinoises, roms ou d'autres migrations, ailleurs en région parisienne, comme si les migrations actuelles n'étaient pas comparables à celles des Espagnols des années 50 et 60. Si la valorisation mémorielle et la patrimonialisation ont une efficacité, on peut faire l'hypothèse que ce n'est qu'à condition de porter sur des migrations présentes, en train de se faire, pour déplacer le regard porté sur elles. Les initiatives mettant en valeur les anciennes migrations européennes paraissent beaucoup moins efficaces, presque aucun lien n'étant tissé entre le passé et le présent, ce qui amène de façon plus générale à s'interroger sur la croyance selon laquelle la connaissance du passé, et l'entretien d'une mémoire, seraient de nature à éviter la reproduction des tragédies.

Bibliographie

Antichan, S. et Teboul, J. (2015) *Une enquête sur les visiteurs des expositions liées à la commémoration de la Grande Guerre*, « Journal de la BDIC », n. 38, pp. 4-5.

Bacqué, M-H. et Fol, S. (1997) *Le devenir des banlieues rouges*, Paris, L'Harmattan.

Barbe, N. et Chauliac, M. (dir.) (2014) *L'immigration aux frontières du patrimoine*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, pp. 9-24.

Barbe, N. et Nottengem, E. (2012) *Trois images de l'immigré: par similitude, par charité et par irréductibilité* dans G. Lochard et M-D. Popelard (dir.) *Images de l'étranger*, Paris, L'Harmattan et Ina Editions, pp. 103-125.

Baur, J. (2008) *Imagining a Community of Immigrants. Ré-vision des nations dans les musées d'immigration des Etats-Unis, du Canada et de l'Australie* dans L. Teulières et S. Toux

(dir.), *Migrations, mémoires, musées*, Toulouse, Framespa, Université de Toulouse, pp. 15-30.

Baussant, M. (2000) « *Des Grecs* » au musée ou l'instrument muséal au service de la construction d'une identité communautaire », dans T. Dekker, J. Helsloot and C. Wijers (dir.), *Roots and rituals : The construction of ethnic identities*, Amsterdam, Het Spinhuis, pp. 719-732.

Baussant, M., Ribert, E. et Venel, N. (2014) *Entre militantisme et évitement du politique. La reconstruction du passé migratoire au sein d'associations*, dans N. Barbe et M. Chauliac (dir.), *L'immigration aux frontières du patrimoine*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'homme, pp. 43-60.

Baussant, M., Chauliac, M., Dos Santos, I., Ribert, E. et Venel, N. (2017) *Introduction*, « Communications », n. 100 (« Des passés déplacés. Mémoires des migrations »), pp. 7-20.

Bellavoine, C. et Rousselot, L. (2008), *La diversité sociale, défi pour l'action publique?* « Projet », hors-série (« Réinventer la ville - la Plaine Saint-Denis »), pp. 35-40.

Bertheleu, H. (dir.), (2014) *Au nom de la mémoire, Le Patrimoine des migrations en région Centre*, Tours, Presses universitaires François Rabelais.

Bertheleu, H. (2017), *Reconnaitances situées et pluralisation du « nous ». Effets et portée des mémoires des migrations*, « Communications », n. 100 (« Des passés déplacés. Mémoires des migrations »), pp. 151-163.

Boubeker, A. (2007) *L'héritage de l'immigration postcoloniale comme expérience vécue. D'une mémoire politique des luttes à l'écriture de l'histoire*, « Amnis » [en ligne], n. 7 (« Histoire de l'immigration, traces et mémoires »), <http://journals.openedition.org.inshs.bib.cnrs.fr/amnis/864>, (consulté le 28 octobre 2018).

Clavairolle, F. (2014) *Faire le patrimoine: introduction au processus contemporain de patrimonialisation*, dans H. Bertheleu (dir.), *Au nom de la mémoire, Le Patrimoine des migrations en région Centre*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, pp. 51-84.

Cohen, A. (2007) *Quelles histoires pour un musée de l'immigration à Paris?*, « Terrain », vol. 37, n. 3, pp. 401-408.

Falaize, B., Absalon, O., Héraud, N. et Mériaux, P. (2008) *Enseigner l'histoire de l'immigration à l'école* Paris-Lyon, CNHI, INRP.

Green, N. (2004) *L'île de M. Ellis, du dépôt de munitions au lieu de mémoire*, «Hommes et migrations », n. 1247, pp. 40-47.

Gruson, L. (2017) *Le musée national de l'Histoire de l'immigration. Genèse d'un musée*, Paris, La Documentation française.

Jimenez, G. et Bouziri, S. (2007) *Introduction*, « Migrations », hors-série (« Un siècle d'immigration espagnole en France »), pp. 7-8.

Legrand, C. (2006) *La quête de parenté, pratiques et enjeux de la généalogie en Irlande*, Laval, Presses de l'université de Laval.

Legrand, C. (2008) *Marchandisation et réappropriation d'un patrimoine symbolique: les racines*, dans C. Legrand et M.-B. Fourcade (dir.), *Patrimoines des migrations, migrations des patrimoines*, Laval, Presses de l'Université de Laval, pp. 77-93.

Lillo, N. (2001), *Espagnols en « banlieue rouge ». Histoire comparée des trois principales vagues migratoires à Saint-Denis et dans sa région au XXe siècle*, Paris, IEP de Paris.

Lillo, N. (2004), *La Petite Espagne de la Plaine-Saint-Denis, 1900-1980*, Paris, Autrement.

Lillo, N. (2007) *Histoire et mémoire des Espagnols de la Plaine Saint-Denis* « Migrations », hors-série (« Un siècle d'immigration espagnole en France »), pp. 121-125.

Lillo, N. (2008) *Coexistence des migrants*, « Projet » hors série, *Réinventer la ville : la Plaine Saint-Denis*, pp. 51-58.

Macdonald, S. (2008) *Museum Europe. Negotiating Heritage*, « Anthropological Journal of European Cultures », n. 17, pp. 47-65.

Michel, J. (2015) *Devenir descendant d'esclaves. Enquête sur les régimes mémoriels*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

Noiriel, G., (1988) *Le creuset français, histoire de l'immigration XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil.

Ribert, E. (2011) *Formes, supports et usages des mémoires des migrations: mémoires glorieuses, douloureuses, tuées* « Migrations société », vol. 23, n. 137, pp. 59-78.

Ribert, E. (2012) *Résurgences du passé*, « Communications », n. 91 («Passage en revue»), pp. 211-225.

Ribert, E. (2017) *Un public à la recherche de son histoire: les visiteurs d'une exposition sur l'immigration espagnole en France*, «Communications», n. 100 («Des passés déplacés. Mémoires des migrations»), pp. 165-181.

Tievant, S. (1999) *Un voyage pas comme les autres, Analyse des pratiques du public et du fonctionnement de l'exposition*, Étude réalisée pour le Parc de la Villette.

Visage(s) de quartier, histoire(s) de vie (2009), Paris, Altamira.

Wahnich, S. (2011), *L'impossible patrimoine négatif*, «Les cahiers Irice», vol. 1, n. 7 («Le Futur d'Auschwitz»), pp. 47-62.

Wahnich, S. (2017), *L'immigration produit du patrimoine négatif. Le rôle du musée*, «Communications», n. 100 (« Des passés déplacés. Mémoires des migrations »), pp. 119-135.